

Rythmes scolaires : les encadrants dans la rue

Après les parents sceptiques, ce sont les agents communaux chargés de l'encadrement qui ont manifesté leur ras-le-bol hier. Ils dénoncent une réforme faite « à l'économie ».

Le débrayage, lancé hier à l'appel des syndicats CGT et FO auprès des agents communaux chargés d'encadrer le Temps d'activités périscolaires (TAP), a mobilisé assez fortement. Ils étaient environ 60 agents de diverses catégories de personnels étaient représentés : agents territoriaux spécialisés des écoles maternelles (Atsem), animateurs socio-éducatifs, éducateurs sportifs, agents de restauration, femmes de ménage, etc. Certains sont venus par solidarité par rapport à leurs collègues en difficulté dans l'application des nouveaux rythmes. Mais beaucoup en avaient gros sur le cœur. Les langues se sont facilement déliées.

Pour Adrien, animateur du service jeunesse, titulaire d'un Bafa et d'un BPJEPS, et chargé d'encadrer les TAP à l'école privée Sainte-Thérèse : « Il est difficile de faire correctement notre métier, nous avons des groupes de jeunes trop importants à gérer. Pour ma part, le lundi, j'ai 25 enfants dans mon atelier de jeux sportifs. Et ma collègue, 23 en bricolage. Nous manquons aussi de matériel pour faire les animations. Enfin, il n'est pas normal qu'on ne nous accorde pas de temps pour préparer nos interventions, témoigne-t-il, plutôt remonté. Et de regretter aussi « que d'autres personnes interviennent en appoint dans les TAP, sans avoir de compétences dans l'animation. Est-ce normal ? L'éducation ça ne s'improvise pas. Sinon à quoi ça sert de suivre des formations ? ».

« Trois casquettes dans la même journée »

À côté, Christine (1) est Atsem et très en colère. « Pour compenser notre présence du mercredi, on nous



Les agents communaux sont très remontés. Ils estiment ne pas pouvoir faire leur travail auprès des enfants dans des conditions acceptables.

retire une heure et demie les autres jours de la semaine. D'autre part, le morcellement de nos activités est inacceptable. Nous avons la casquette de surveillant de cantine le midi. À 15 h 30, nous devons encadrer un groupe. Est-ce bien là le rôle d'agents titulaires d'un CAP Petite enfance ? Et à 16 h 30, il faut se charger de l'entretien des locaux. On ne s'y retrouve plus. »

Un peu plus loin, Marion (1) souhaite témoigner au nom des référentes, chargées d'organiser le travail des animateurs dans chaque groupe scolaire. « L'accord qui avait été conclu au départ avec la municipalité était un animateur pour 18 enfants du primaire ou 14 enfants de maternelle. On est loin du compte dans certaines écoles (surtout les grosses structures),

certains groupes avoisinent les 30. En plus, nous n'avons pas toujours les locaux nécessaires pour faire nos ateliers. Des dysfonctionnements qui nous valent des remarques de la part des parents. Voire même des tensions s'envenimant avec le temps. Selon nos calculs, il manquerait encore à ce jour une vingtaine d'animateurs pour faire le compte. »

Les écoles désorganisées

En soirée, les syndicats CGT et FO devaient faire le point avec leur base afin de décider de la suite à donner à ce préavis de grève illimitée. En l'absence d'avancées avec le maire, la grève pourrait continuer de façon continue ou bien ponctuelle dans les jours à venir. En revanche, le syndicat CFDT a souhaité rester à l'écart de la

protestation.

Hier, les parents, eux, ont dû gérer une grande désorganisation dans les écoles à partir de 15 h 30. Par exemple à l'école de Bootz, où des cars de remplacement ont dû être mobilisés au dernier moment pour transporter les parents. Les habituelles navettes reconduisant les enfants à la maison de quartier des Pommerais avaient été annulées, faute de personnel nécessaire d'encadrement.

Jean-Loïc GUÉRIN.

(1) Prénom d'emprunt, par souci d'anonymat vis-à-vis de leur employeur.

Regarder la vidéo sur ouestfrance.fr/laval

27 SEP. 2013